

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XI.

No. 5.

Prix du numéro, 7 centimes.—Annonces, la ligne, 10 centimes.  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 29 JANVIER 1880

## AVIS IMPORTANTS

*L'Opinion Publique* est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée), à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

## LE MOUVEMENT DES POPULATIONS

On attend avec une vive curiosité aux États-Unis le résultat du recensement général qui est en voie de se faire. Les calculs et les paris vont leur train. Les optimistes, qui ne manquent pas chez nos voisins, affirment d'avance que les listes dépasseront le chiffre de cinquante millions d'âmes pour toute l'Union. Il n'est pas impossible, assurément, que cette évaluation soit trouvée exacte en fin de compte. Les estimateurs se fondent sur des statistiques assez sûres en apparence, telle que la moyenne des naissances et celle des arrivages de l'immigration, qu'ils additionnent tout bonnement aux chiffres du dernier recensement. Cependant, il a été démontré déjà que ces données ne sont pas infaillibles, et qu'on n'arrive pas toujours à un état satisfaisant par ce seul moyen. A la dernière décade, par exemple, les chiffres officiels, après le décompte, ont été de dix ou douze millions en dessous des calculs faits par les journaux. Il y eut déception. C'est pourquoi l'on ferait bien de se tenir en garde cette fois contre les entraînements de l'enthousiasme et de la vanité nationale, et d'attendre tranquillement les chiffres officiels, qui ne sont pas même toujours, il faut bien l'avouer, un guide absolument certain.

Après ce recensement, nous aurons le nôtre, qui sera le deuxième pour la Confédération, et qui aura bien son intérêt. On pourra constater alors si pendant ces dix années nous avons progressé aussi vite que les États-Unis, si notre population a augmenté aussi rapidement que la leur. Un fait certain, en attendant, c'est que nous l'emportons d'emblée sur eux, quant à la rapidité du développement national pour la période qui s'est écoulée depuis la guerre de l'Indépendance jusqu'à 1871. Notre population s'est accrue pendant ces cent

ans dans la proportion de cent mille individus à quatre millions, tandis que les États-Unis n'ont augmenté que dans la mesure de trois à quarante millions durant ce même intervalle. Il n'y a donc pas lieu pour nous de jalouser leurs succès, puisque nous sommes passés, en moins d'un siècle, de la proportion de un contre trente vis-à-vis d'eux à celle de un contre dix. A ce compte, notre population dépasserait la leur avant deux siècles.

Les causes comme la nature du développement ne sont pas les mêmes chez les deux peuples. Elles varient même, dans notre propre pays, entre les deux éléments principaux qui composent notre population. Les États-Unis, une fois séparés de l'Angleterre, ont continué de se peupler au moyen d'une émigration cosmopolite, composée en grande partie de déclassés et d'aventuriers, de chercheurs d'or et de liberté. Le Canada s'est peuplé par le développement naturel de la population, quant à l'élément français, et par une émigration homogène et relativement choisie quant à la partie anglaise. La population de la province de Québec, livrée presque à ses seules ressources, est passée de près de cent mille âmes à près d'un million, en cent ans, c'est-à-dire qu'elle s'est développée par la seule multiplication naturelle aussi vite que les États-Unis par l'immigration forcée que l'on sait. Quant à la province d'Ontario, dont la fondation ne date pas d'un siècle, elle a grandi d'une façon encore plus merveilleuse, puisqu'elle compte aujourd'hui plus de quinze cent mille habitants. Pourtant, nous n'avions pas les mêmes avantages que les Américains pour attirer l'émigration, étant moins connus et moins favorisés au point de vue du climat et des ressources. Aujourd'hui même, ce n'est qu'à force de réclames, d'invitations et d'appels, qu'ils réussissent à rivaliser avec nous.

Au milieu de toutes ces populations de nouveaux venus, qui inondent cette partie de l'Amérique, les Canadiens-français sont, avec les *Yankees* et les Louisianais, les plus anciens comme peuple et les plus homogènes. Il y a cette différence, toutefois, que les *Yankees* n'ont vu leur nombre augmenter que lentement.

Quant à nous, c'est sans enthousiasme que nous voyons les merveilles que produit l'émigration autour de nous. Nous serions plutôt intéressés à ce que nos voisins ne se multiplient qu'à notre façon, c'est-à-dire sans le secours du dehors, parce que nous serions sûrs ainsi de les dépasser, et que nous ne pouvons compter sur l'émigration. Actuellement, nous aidons à faire venir des émigrants d'Angleterre, d'où on les envoyait autrefois avec mission de nous noyer et de nous anéantir. Pourtant, nous savons que moins la population anglaise augmentera, et plus nous aurons de chance de conserver l'influence dont nous jouissons et à laquelle notre nombre nous donne droit présentement.

A. GÉLINAS.

En 1854, 34 cardinaux, 1 patriarche, 42 archevêques, 96 évêques ont assisté à la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception; de tous ces prélats, il ne reste aujourd'hui de survivants que 5 cardinaux, parmi lesquels le pape actuel, 8 archevêques et 13 évêques.

## ÇA ET LÀ

M. de Freycinet, le nouveau premier ministre de la France qui est protestant et marié à une protestante, a conseillé, un jour, à Henri Lasserre, d'aller à Lourdes pour obtenir la guérison d'un mal d'yeux.

\* \* \*

M. Houde, propriétaire du *Nouveau-Monde*, vient de fonder un nouveau journal à Saint-Jean sous le nom d'*Echo d'Iberville*. M. Houde déploie dans notre pauvre journalisme canadien une énergie et un esprit d'entreprise dignes d'éloge.

\* \* \*

Le *Canadien* est en mauvaises affaires; il est publié en ce moment par le syndic. M. Tarte n'est pas content de la conduite du parti conservateur à son égard et le laisse facilement voir. Ceux pour qui il a été sans pitié profitant des circonstances pour lui dire des choses désagréables.

\* \* \*

Nous sommes heureux de publier que M. Lacoste s'occupe, depuis quelque temps, des réformes à faire dans l'administration de la justice et que lors de la publication dans *L'Opinion Publique* de la lettre signée "Un Avocat," il avait déjà pris des mesures pour convoquer le conseil du barreau.

\* \* \*

Le premier numéro du journal mensuel de M. Perrault *L'Emancipation Coloniale*, vient de paraître. Il est bien imprimé, a bonne mine comme tout ce qui sort de l'imprimerie Louis Perrault, et la rédaction en est énergique et intéressante. M. Perrault connaît son sujet et appuie ses raisonnements sur des faits.

\* \* \*

M. Gurney, président de l'Association des manufacturiers d'Ontario, vient d'exprimer l'opinion que sans la réciprocité avec les États-Unis ce serait folie de mettre beaucoup d'argent dans l'industrie canadienne. Il approuve le nouveau tarif, croit qu'il a fait et fera beaucoup de bien, mais il croit que nous ne pouvons nous passer du marché américain. C'est exactement notre manière de voir.

\* \* \*

Le barreau est à l'œuvre, des délégués des différentes divisions de la province se sont réunis, la semaine dernière, à Montréal, et ont examiné l'excellent bill préparé par M. Pagnuelo. Quant à l'administration de la justice proprement dite, le conseil du barreau a résolu de nommer une commission qui sera chargée d'étudier et de proposer les réformes requises. On doit s'adresser aux deux gouvernements pour les faire contribuer aux dépenses qu'entraînera la nomination de cette commission.

\* \* \*

M. Prosper Blanchemain, qui vient de mourir en France, a été un des meilleurs poètes de son temps. Riche et indépendant de caractère, se livrant à la poésie uniquement par goût, imprimant ses poésies à cinq ou six cents exemplaires pour les distribuer parmi ses amis, il n'a pas eu autant de popularité qu'il aurait pu en

avoir. Il a fait cinq volumes de poésie qui tous ont été couronnés par l'Académie. Ses principales qualités sont une perfection de style, un charme de diction et une élévation de langage admirables. Capable de s'élever très-haut dans les sphères de la poésie épique, il savait aussi mieux que personne tourner un sonnet, une blquette. Il aimait le Canada et s'intéressait à notre littérature. Il correspondait avec M. Fréchette à qui il a adressé deux pièces de poésie dont l'une "Les illusions perdues" paraîtra dans le prochain numéro de *L'Opinion Publique*. Il est mort le jour de Noël, à son château de Longefond, sur les bords de la Creuse, département de l'Indre, à l'âge de 64 ans.

\* \* \*

A propos de colonisation, on lit dans *le Canada*:

Puisque l'on voudrait amener le gouvernement fédéral à favoriser la colonisation d'une façon toute particulière, nous disait récemment un homme entendu en pareilles matières, laissez-moi vous exposer un autre projet: "Que l'on crée une petite armée de deux mille hommes et qu'on les distribue dans chaque province au prorata de la population, que, du mois de mai au mois de novembre, on leur fasse ouvrir de grandes routes dans nos terres incultes qui seront les principales artères de communication, et la colonisation recevra un élan puissant. Que l'on emploie par exemple 500 hommes seulement dans la province de Québec, et l'on sera étonné du résultat. On pourrait ainsi ouvrir un chemin qui partirait du lac Saint-Jean, passerait par la rivière Croche, la Tuque, la Mattawin, le lac Nominique, le Désert et aboutirait au lac Témiscamingue. On pourrait en pratiquer un autre ensuite qui partirait du camp Dorion et traverserait tout le comté de Pontiac. D'autres routes relieraient les principaux centres à ces artères. C'est un plan assez simple, mais il a rop de bon sens pour réussir.

\* \* \*

La semaine dernière, le club Cartier, le club National et deux sociétés littéraires anglaises, ont discuté les questions d'indépendance et d'annexion. Il n'est pas étonnant que la jeunesse s'intéresse à des questions qu'elle sera appelée à résoudre. Il n'y a pas de doute que les jeunes gens d'aujourd'hui verront l'indépendance ou l'annexion.

C'est une question de temps, d'opportunité et de circonstance.

Un homme d'expérience disait il y a quelques jours: "Il est bon de discuter ces questions, mais il est plus sûr de laisser faire les choses, car, si la prospérité revient et si l'Angleterre n'est pas forcée par une guerre européenne de nous lâcher, le lien colonial durera encore plusieurs années, et si la crise commerciale continue encore un an ou deux, la misère étouffera la loyauté."

Un autre disait: "Sans de graves événements, il n'y aurait que les conservateurs, au moins dans la province de Québec, capables de faire accepter un changement. Les Canadiens-français émigreront aux États-Unis, mais n'oseront pas voter pour l'indépendance ou l'annexion si elle est proposée par des libéraux."

Il y a beaucoup de vrai dans cela.

\* \* \*

Nous avons déjà parlé de la politique de conciliation adoptée par le pape actuel, Léon XIII, dans les rapports de l'Eglise avec l'Etat, et des efforts qu'il fait pour démontrer qu'il n'y a pas incompatibilité entre le catholicisme et la société moderne, entre le christianisme et la liberté.